



**PRÉFÈTE
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20250805-DEC-DACA0909 EN DATE DU 2 SEPTEMBRE 2025
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE
LA SOCIÉTÉ HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
LIEUX-DITS « LES BADAFFRES », « LES ESPLANADES » ET « LES GREZES »
COMMUNES DES GRANGES-GONTARDES ET DE ROUSSAS**

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant madame Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1765 du 22 mars 1984 autorisant la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune des GRANGES-GONTARDES, lieu-dit « Les Badaffres », pour une superficie de 9 ha 13 a 25 ca et une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 245 du 24 janvier 1985 autorisant la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES à exploiter une installation de criblage, concassage de pierres sur le territoire de la commune des GRANGES-GONTARDES, lieu-dit « Les Badaffres » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 781 du 26 mars 1993 autorisant la société CALLET CARRIÈRES à se substituer à la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1109 du 08 avril 1994 autorisant la société CALLET CARRIÈRES à poursuivre l'exploitation de sa carrière située sur la commune des GRANGES-GONTARDES au lieu-dit « Les Badaffres » sur une superficie de 9 ha 13 a 25 ca, et à étendre son activité sur le territoire des communes des GRANGES-GONTARDES et ROUSSAS sur une superficie d'environ 13 ha 58 a 96 ca, pour une durée de 20 ans ;

VU le récépissé de déclaration n° 94/55 du 11 août 1994 relatif à un changement d'exploitant de la carrière susvisée, le nouvel exploitant étant la société REDLAND GRANULATS SUD ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4263 du 21 novembre 1994 autorisant une modification des prescriptions d'exploitation de la carrière susvisée ;

VU le récépissé de déclaration n° 95/73 du 04 octobre 1995 relatif à un changement d'exploitant de l'installation de criblage, concassage de pierres susvisée, le nouvel exploitant étant la société REDLAND GRANULATS SUD ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2108 du 28 mai 1999 autorisant la société GRANULATS SUD à se substituer à la société REDLAND GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière susvisée, avec constitution de garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-1623 du 04 avril 2002 autorisant la société GRANULATS DE LA DRÔME à se substituer à la société REDLAND GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement susvisées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05-3596 du 05 août 2005 autorisant une modification des conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-3271 du 9 août 2010 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière sus-visée ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-270-0004 du 27 septembre 2013 portant autorisation de défrichement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014265-0073 du 22 septembre 2014 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière sus-visée pendant une durée d'un an ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015105-0012 du 15 avril 2015 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière sus-visée pendant une durée d'un an ;

VU l'arrêté n°2016-948 du 29 août 2016 portant prescription de diagnostic archéologique et les arrêtés complémentaires n°2016-1289 du 13 décembre 2016 et n°2018-177 du 15 février 2018 modifiant ces prescriptions ;

VU l'arrêté n°2018-214 du 26 février 2018 portant prescriptions de diagnostic archéologique et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté n°2018-215 du 26 février 2018 portant prescriptions de diagnostic archéologique et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2018 portant autorisation de destruction ou de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces protégées, destruction, altération ou dégradation d'habitats d'espèces protégées par la société GRANULATS DE LA DRÔME dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière des Badaffres située sur les communes des Granges-Gontardes et de Roussas ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018136-0009 du 16 mai 2018 portant autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires par la société GRANULATS DE LA DRÔME sur les communes des Granges-Gontardes et Roussas aux-lieux-dits « Les Badaffres », « Les Esplanades » et « Les Grezes » ;

VU l'arrêté préfectoral n°20240802-DEC-DACA0774 en date du 6 septembre 2024 portant autorisation de changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société GSM lieux-dits « Les Badaffres », « Les Esplanades » et « Les Grèzes » ;

VU la demande de cas par cas déposée le 8 avril 2025 et enregistrée sous le numéro 20230674 et le porter à connaissance sur la modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

VU la décision du 13 mai 2025 indiquant que la demande de la société Heidelberg Materials France Granulats n'est pas soumise à évaluation environnementale mais devra faire l'objet d'une participation du public par voie électronique d'un mois ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 2025 proposant une participation du public par voie électronique du 9 juin au 8 juillet 2025 inclus ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 août 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 8 août 2025 et les observations de l'exploitant du 28 août 2025 ;

CONSIDÉRANT que des mesures sont prévues afin de limiter les impacts du site sur l'environnement (bruit, poussières, procédure d'acceptation des déchets inertes...) ;

CONSIDÉRANT que des suivis sont réalisés au sein de la carrière (suivi piézométrique et analyses des eaux, retombées de poussières et bruit) ;

CONSIDÉRANT que la zone d'implantation du concasseur mobile est au sein du carreau d'exploitation et qu'il s'agit d'une zone déjà décapée et minérale ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas d'augmentation du tonnage autorisé de matériaux entrant en remblaiement et donc pas de modification du trafic routier ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur consulté ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 :

Le tableau de l'article 1 : « Bénéficiaire et portée de l'autorisation » de l'arrêté n°2018136-0009 du 16 mai 2018 est remplacé par le tableau suivant :

Nature des activités	Volume des activités	Rubrique	Classement ^(*)
Exploitation d'une carrière de sables et graviers	Production moyenne : 170 000 t/an Production maximale : 200 000 t/an	2510-1	A
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Stockage et transit de matériaux de la carrière du Moulon à Roussas, de l'extension de l'ISDND de SITA MOS à Donzère et de matériaux et déchets inertes du BTP : surface inférieure à 50 000 m ²	2517-1	E
Installation de broyage, concassage, criblage...	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 300 kW (Groupes mobiles pour le recyclage des déchets non dangereux inertes, la valorisation des gros galets du site et le scalpage du calcaire)	2515-1a	E
Rubrique de la Nomenclature de la « Loi sur l'eau »			
Nature des activités	Volume des activités	Rubrique	Classement ^(*)
Rejet d'eau pluviale dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. Surface supérieure à 20 ha.	Surface de 25,3 ha	2.1.5.0-1	A
Sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain en vue de la recherche ou de la surveillance d'eau souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines.	4 piézomètres du site	1.1.1.0	D

(*) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration

Article 2 :

L'article 12 : « Incendie et explosion » de l'arrêté n°2018136-0009 du 16 mai 2018 est remplacé par l'article suivant :

Article 12 : Incendie et explosion

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur et notamment d'un extincteur dans chaque cabine d'engin de chantier. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 3

La phrase suivante est ajoutée à l'article 14 « Bruit et vibration » de l'arrêté n°2018136-0009 du 16 mai 2018 :

Un contrôle des niveaux sonores sera effectué lors de la première campagne de traitement des matériaux puis tous les trois ans.

Article 4 :

L'annexe VII de l'arrêté n° n°2018136-0009 du 16 mai 2018 est remplacé par l'annexe VII suivante :

ANNEXE VII

DÉCHETS INERTES ADMISSIBLES EN REMBLAIEMENT

CODE (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17.01.01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés.
17.01.02	Briques	
17.01.03	Tuiles et céramiques	
17.01.07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de

		construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17.05.04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et pierres provenant de sites contaminés
20.02.02	Terre et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(¹) Annexe II a l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

DÉCHET ADMISSIBLE EN REMBLAIEMENT APRÈS PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE

CODE (¹)	DESCRIPTION (¹)
10.13.14	déchets et boues de béton

DÉCHETS NON ADMISSIBLES EN REMBLAIEMENT

CODE (¹)	DESCRIPTION (¹)
10.11.03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre
15.01.07	Emballages en verre
19.12.05 17.02.02	Verre
	Terre végétale et tourbe Terres provenant de sites contaminés Matériaux contenant du bitume Matériaux de construction contenant de l'amiante

(¹) Annexe II a l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

5.1 Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté

autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

5.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie des GRANGES-GONTARDES et de ROUSSAS pendant une durée minimum de quatre semaines.

Les maires des GRANGES-GONTARDES et de ROUSSAS feront connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

5.3 Exécution – Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et les maires des GRANGES-GONTARDES et de ROUSSAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le 2 septembre 2025
La Préfète,
Pour la Préfète et par subdélégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU